

Nouvelles locales vendredi 09 mai 2014

@rib News, 09/05/2014
 SÃ©curitÃ© - Selon certaines sources en provenance de la RD Congo, les jeunes burundais qui suivaient depuis un certain temps des entraÃªnements militaires dans le secteur de Kiliba Ondes auraient commencÃ© Ã Ã¢tre Ã©vacuÃ©s depuis mardi de cette semaine. Les organisations militant pour les droits de lâ€™homme dans ce secteur font savoir quâ€™elles ont vu des vÃ©hicules dâ€™immatriculation burundaise, escortÃ©s par des militaires burundais, venir embarquer ces jeunes mÃªme sâ€™il y en a encore qui restent. Ils prÃ©cisent que certaines autoritÃ©s administratives Ã la base en RD Congo auraient reÃ§u de lâ€™argent pour quâ€™elles ne dÃ©noncent pas ces entraÃªnements.

InterrogÃ© Ã ce propos, le porte-parole de lâ€™armÃ©e burundaise affirme quâ€™il nâ€™y a pas de militaires burundais sur le territoire congolais. Le colonel Gaspard Baratuza indique quâ€™encore moins, aucun Ã©lÃ©ment de lâ€™armÃ©e burundaise nâ€™est en mesure de dispenser une quelconque formation. Par ailleurs, sâ€™il faut faire une telle formation, il trouve que le territoire burundais est suffisant pour ne pas aller chercher un autre terrain Ã lâ€™Ã©tranger. [isanganiro/rpa]- Une grenade a Ã©tÃ© lancÃ©e sur la cÃ©phale Ruringanizo de la commune Rutovu en province Bururi la nuit de ce jeudi Ã vendredi. Selon des sources sur place, des bandits ont attaquÃ© ladite localitÃ© vers 23h du soir et ont dÃ©valisÃ© deux kiosques du mÃªme lieu avant de lancer cette grenade dans un autre kiosque oÃ¹ dormaient deux personnes. Ces derniÃ¨res ont Ã©tÃ© tuÃ©es sur place. La police de Bururi confirme cette information et prÃ©cise quâ€™il sâ€™agirait dâ€™un groupe de bandits qui aurait fait cela. Elle indique au suspect a Ã©tÃ© dÃ©jÃ arrÃªtÃ© pour des raisons dâ€™enquÃªte. [rpa/rtnb/isanganiro/bonesha]
 CoopÃ©ration - Lâ€™Union africaine a cÃ©lÃ©brÃ© ce vendredi la journÃ©e de lâ€™Europe en mettant fin Ã une semaine dâ€™activitÃ©s quâ€™elle avait organisÃ©es de cette Union au Burundi fait savoir quâ€™elle se penche beaucoup plus sur la bonne gouvernance et le respect des droits de lâ€™homme. Patrick Spirlet ajoute que les aides au Burundi ont Ã©tÃ© de 200 millions dâ€™Euro en 4 ans en raison de 50 millions dâ€™Euro par an depuis 2008. Selon lui, lâ€™Union regarde le processus dans lequel le pays est engagÃ© et les rÃ©sultats des diffÃ©rentes rÃ©unions tenues avec les bailleurs comme celle de GenÃ¨ve en 2013. Il prÃ©cise aussi que cette aide va Ã¢tre revue Ã la hausse jusquâ€™au double depuis cette annÃ©e de 2014 jusquâ€™en 2020 puisque le Burundi a encore besoin dâ€™Ã¢tre soutenu pour sortir de sa fragilitÃ©. Le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi qui avait reprÃ©sentÃ© le gouvernement dans ces cÃ©rÃ©monies a remerciÃ© lâ€™Union europÃ©enne de son soutien indÃ©fectible au Burundi. Gervais Ruyikiri a affirmÃ© que cette aide va prioritairement Ã¢tre affectÃ©e dans le renforcement des secteurs de la justice, de lâ€™Ã©nergie, de la bonne gouvernance et Ã lâ€™appui budgÃ©taire. Tout en remerciant lâ€™Union europÃ©enne pour cette aide, il a aussi demandÃ© aux autres bailleurs de prendre cet exemple en doublant eux aussi les aides rÃ©servÃ©es au Burundi. [rtnb/rtr/bonesha/rpa/isanganiro]
 Politique - Le porte-parole du parti Uprona rÃ©unifiÃ© mais non reconnu par le ministÃ¨re de lâ€™IntÃ©rieur trouve que Concilie Nibigira nâ€™a pas le droit de mettre en garde le dÃ©putÃ© Charles Nditije. Câ€™est au dÃ©putÃ© Charles Nditije de ne plus signer pour le compte du parti Uprona puisquâ€™il nâ€™en est pas le reprÃ©sentant. Selon donc Sibomana, le dÃ©putÃ© Charles Nditije a Ã©tÃ© Ã©lu par le comitÃ© central du parti Uprona qui en a les prÃ©rogatives alors que Concilie a Ã©tÃ© mise en place par Nduwimana qui nâ€™en avait point le droit. Ainsi, il constate que cette derniÃ¨re ne peut mÃªme pas rÃ©unir un seul organe de ce parti pour prendre une quelconque dÃ©cision estimant ainsi quâ€™elle nâ€™est pas lÃ©gitime. De mÃªme, il estime que dans le temps qui reste pour arriver aux Ã©lections, il est impossible de demander et obtenir la suspension de Nditije au parti et partant Ã lâ€™assemblÃ©e nationale puisque cette procÃ©dure est longue. Ainsi, il estime que ce quâ€™a dit hier Concilie Nibigira nâ€™est que diversion. [isanganiro/rpa]
 Justice - Deux jeunes gens ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s par la police lâ€™un Ã Gihungwe lâ€™autre Ã Kagwema de la commune Gihanga de la province Bubanza le matin du vendredi. Selon le commissaire communal de la police Ã Gihanga, ils ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s pour des raisons dâ€™enquÃªte, mais sans prÃ©ciser Ã quel sujet. Etant tous des membres du FNL fidÃ¨les Ã Rwasa Agathon, ils seraient accusÃ©s dâ€™avoir fourni des informations Ã la radio Isanganiro concernant les jeunes burundais qui auraient Ã©tÃ© blessÃ©s en RD Congo et qui se feraient soigner dans mÃªnages de ces deux localitÃ©s comme lâ€™affirment leurs amis et leurs familles. La police qui nâ€™a voulu dire pourquoi ces personnes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es a pris le soin de dire quâ€™elle se prononcera aprÃ¨s les enquÃªtes. Au mÃªme temps, la mÃªme police de Gihanga a arrÃªtÃ© 4 jeunes qui Ã©taient Ã bord dâ€™un vÃ©hicule en provenance de la province Cibitoke. Selon certaines informations, ces personnes se rendaient en RD Congo pour suivre les entraÃªnements militaires alors que dâ€™autres sources prÃ©cisent plutÃ´t quâ€™ils venaient de la RD Congo et rentraient chez eux. [bonesha/rpa/isanganiro]- Les avocats des membres du MSD incarcÃ©rÃ©s dans la prison centrale de Mpimba se lamentent du fait que les dossiers de leurs clients nâ€™avancent pas au mÃªme rythme que ceux des officiers de police contre lesquels ils ont portÃ© plainte. Selon ces professionnels du droit, il est incomprÃ©hensible que les dossiers des membres du MSD soient Ã©tÃ© classÃ©s dans la catÃ©gorie des dossiers de franchise alors quâ€™ils ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s dans des endroits diffÃ©rents pas le mÃªme jour. MÃªtre DieudonnÃ© Bashirahishize estime par ailleurs quâ€™ils ont formulÃ© un recours devant la cour dâ€™appel contre la dÃ©cision prise par le tribunal de grande instance de Bujumbura pour que la cour constate le caractÃ¨re inconstitutionnel de la procÃ©dure de jugement. En effet, il trouve que les accusÃ©s nâ€™ont pas eu le droit Ã Ã¢tre assistÃ©s par un avocat que la loi prÃ©voit une assistance obligatoire pour les prÃ©venus dont les infractions leur reprochÃ©es sont passibles dâ€™une peine de 20 ans de prison. Ces avocats ont aussi exprimÃ© leurs inquiÃ©tudes du fait que la justice nâ€™a pas encore convoquÃ© les officiers de police presque deux mois aprÃ¨s le dÃ©pÃ´t de leur plainte alors que la loi prÃ©voit seulement 60 jours. Ils disent ne pas comprendre comment un dossier peut Ã¢tre traitÃ© rapidement alors que lâ€™autre, qui lui est liÃ©, reste dans les tiroirs. Enfin, ils sâ€™insurgent contre la dÃ©cision de remettre en prison certains membres du MSD qui nâ€™avaient pas encore Ã©tÃ© bien guÃ©ris des blessures du 8 mars dernier. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr]